http://www.fenvac.org/suppression-du-secretariat-general

Suppression du secrétariat général de l'Aide aux Victimes : "On désorganise (...) alors que la menace terroriste n'a jamais été aussi présente"

Publication date: mardi 20 juin 2017

- Revue de presse -

Copyright © FENVAC - Tous droits réservés

Le secrétaire général de la Fenvac, Stéphane Gicquel, demande au gouvernement "le maintien de ce secrétariat général auprès du Premier ministre".

L'aide aux victimes va être réorganisée, a annoncé la semaine dernière le ministère de la Justice. Le Secrétariat général de l'Aide aux Victimes, jusqu'à maintenant rattaché au Premier ministre, sera supprimé et fusionnera avec un service rattaché à la Justice. Les associations d'aide aux victimes ont exprimé leur colère face à cette décision. Celles-ci ont pu rencontrer lundi 19 juin des représentants du chef de l'Etat et du ministère de la Justice.

Stéphane Gicquel, secrétaire général de la Fenvac (Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs) fait part de son incompréhension ce mardi sur franceinfo. "*On voit qu'on essaye de rompre avec quelque chose qui a été efficace, qui a permis de mieux gérer l'attentat de Nice par rapport à l'attentat du 13 Novembre*", déplore-t-il.

franceinfo : Comment réagissez-vous à la suppression du Secrétariat général de l'Aide aux Victimes ?

Stéphane Gicquel : On a fait part, à Monsieur Bayrou et au directeur de cabinet de Monsieur Macron, qu'on n'était pas satisfait, qu'on était même en colère sur le fait que le secrétariat général à l'aide aux victimes allait être supprimé, et que finalement toute la gestion de l'aide aux victimes, y compris dans sa dimension interministérielle, était confiée au ministère de la Justice. Tout simplement, ça ne peut pas marcher, et on désorganise véritablement l'aide aux victimes alors que la menace terroriste n'a jamais été aussi présente. Les besoins des familles vont faire appel à plusieurs ministères : le ministère de la Justice bien sûr, mais aussi le ministère de la Santé, la ministère de l'Emploi, le ministère des Comptes publics et des Finances...

On a bien vu, depuis ces deux dernières années, qu'il y avait quelque chose à construire, c'est-à-dire faire une 'task force' [force opérationnelle] auprès du Premier ministre avec des représentants des différents ministères pour justement trouver rapidement des réponses concrètes. Et d'ailleurs, en janvier 2015, après les attentats de Charlie Hebdo, cette réflexion est partie justement du fait que le ministère de la Justice ne pouvait pas à lui seul assumer cette charge. Donc, on ne comprend pas pourquoi Edouard Philippe se décharge de l'aide aux victimes sur le ministère de la Justice.

Quels ont été les arguments avancés par les représentants du chef de l'Etat et le ministère de la Justice ?

Du côté du ministère de la Justice, on nous explique grosso modo que c'est une rationalisation, limite on chercherait à faire des économies, ça n'a pas tellement de sens. Et du côté de l'Elysée, on sent une certaine gêne, puisque nous avions vu le président de la République lors du match au Stade de France, qui nous avait assuré de son engagement personnel, qui se situerait dans la continuité. Et finalement, on voit qu'on essaye de rompre avec quelque chose qui a été efficace, qui a permis de mieux gérer l'attentat de Nice par rapport à l'attentat du 13 Novembre. Donc, on essaye de détruire quelque chose qui marche.

Qu'attendez-vous du gouvernement à présent ?

Nous, on attend des actions. On nous assure que le président de la République est très sensible à la situation des victimes du terrorisme et des catastrophes. Aujourd'hui, tout est sur la table, on a rencontré son directeur de cabinet, qui a certainement dû lui rapporter nos demandes. Dans les jours qui viennent ou dans les heures qui viennent, on attend un signal fort, avec notamment le maintien de ce secrétariat général auprès du Premier ministre.

Copyright © FENVAC

Source : francetvinfo.fr
Auteur : Radio France
Date : 20 juin 2017

PS:

Source : francetvinfo.fr
Auteur : Radio France
Date : 20 juin 2017

Copyright © FENVAC